RAPPORT 2014/15 SUR LES RÉSULTATS DE L'ÉDUCATION



PARTENARIAT MONDIAL *pour* L'EDUCATION

L'ÉDUCATION DE BASE EN DANGER

RAPPORT 2014/15
SUR LES RÉSULTATS DE L'ÉDUCATION

L'ÉDUCATION DE BASE EN DANGER

Website: www.globalpartnership.org
E-Mail: info@globalpartnership.org
Facebook: www.facebook.com/GlobalPartnership
Twitter: twitter.com/gpforeducation

©2014 Partenariat mondial pour l'éducation/Banque mondiale

1818 H Street NW,
Washington DC 20433

Certains droits réservés.

Les observations, interprétations et opinions qui sont exprimées dans cet ouvrage n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation, de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. Le Partenariat mondial pour l'éducation et la Banque mondiale ne garantissent pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part du Partenariat mondial pour l'éducation ou de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement la reconnaissance ou l'acceptation de ces frontières.

Droits et licences

L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO Unported License (IGO CC BY 3.0) https://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/. Conformément aux termes de cette licence, il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Attribution (paternité)

L'ouvrage doit être cité de la manière suivante :
Partenariat mondial pour l'éducation. 2014.
Rapport 2014/15 sur les résultats de l'éducation : L'éducation de base en danger.
(Décembre).
Washington, D.C.

Pour tous renseignements sur les droits et licences s'adresser à :
information@globalpartnership.org

Conception de la couverture et de la maquette du rapport :
La Femme à Barbe, Agence de Communication.

Couverture :
UNICEF Madagascar/2014/Ramasomanana

Des progrès ont été accomplis dans les pays en développement partenaires du GPE en matière de scolarisation …

• Le nombre d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire est passé de 169 millions en 2008 à 185 millions en 2012.

• Au cours de même période, le nombre d'enfants non scolarisés a baissé de 4,4 %, contre 2,9 % dans l'ensemble des pays en développement.

… et du nombre d'enfants achevant le cycle primaire…

• La proportion d'enfants achevant le cycle primaire a augmenté de 7,6 % entre 2008 et 2012, pour atteindre 73 %.

• La majorité de ces progrès ont été observés dans les pays fragiles ou touchés par un conflit (PFC), où le taux d'achèvement du cycle primaire est passé de 61 à 68 % entre 2008 et 2012, soit une augmentation de 11,4 %.

… mais l'objectif de la scolarisation primaire universelle reste lointain.

• 41 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans l'enseignement primaire ne l'étaient pas en 2012.

• Encore un enfant sur quatre n'avait pas achevé l'enseignement primaire en 2012.

L'accès au cycle pré-primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire s'est amélioré…

• L'accès à l'enseignement pré-primaire a augmenté progressivement de 2,6 points de pourcentage en moyenne entre 2008 et 2012, passant ainsi globalement de 24,4 à 27 % et de 20,1 à 22,1 % dans les PFC partenaires.

• Huit enfants sur dix achevant l'enseignement primaire ont poursuivi leurs études dans le premier cycle de l'enseignement secondaire.

… mais il reste encore beaucoup à faire dans ces cycles d'enseignement.

• En 2012, un enfant sur quatre seulement avait accès à l'enseignement pré-primaire dans les pays en développement partenaires (un sur cinq dans les PFC partenaires).

• Les inscriptions dans les établissements du premier cycle de l'enseignement secondaire ont en moyenne augmenté de 16 % entre 2008 et 2012.

• Mais seulement 42 % des élèves ont achevé le premier cycle de l'enseignement secondaire.

L'éducation gagne peu à peu en équité…

• En moyenne, 89 filles pour 100 garçons achèvent le cycle primaire, et 82 filles pour 100 garçons terminent le premier cycle de l'enseignement secondaire.

… mais certaines inégalités sont difficiles à surmonter.

• Les disparités de revenu et géographiques sont généralement plus marquées que les inégalités entre filles et garçons et leur effet conjugué constitue une importante entrave à l'éducation.

• Dans certains pays, les filles issues de milieux ruraux défavorisés n'ont presque aucune chance d'achever le cycle primaire.

Principaux constats

Le Partenariat mondial pour l'éducation a renforcé son soutien, notamment aux PFC partenaires…

• L'appui technique direct apporté par le GPE à tous les stades du processus de politique éducative a augmenté de 60 % depuis 2011.

• Depuis sa création jusqu'en juin 2014, le Partenariat mondial a approuvé 110 financements pour la mise en œuvre de programmes dans 54 pays en développement partenaires, totalisant 3,9 milliards de dollars. Sur ce montant, 2,3 milliards de dollars (60 %) ont été décaissés.

• La part des financements alloués aux PFC a plus que doublé depuis 2008, pour atteindre 49 % des montants approuvés. Le volume total des financements approuvés pour ces pays devrait atteindre 2 milliards de dollars à la fin de 2014.

… mais l'aide internationale n'accorde plus la même priorité à l'éducation.

• Alors que l'aide au développement n'a globalement diminué que de 1,3 % depuis 2010, l'aide à l'éducation a chuté de 9,5 % entre 2010 et 2012. Ce déclin a été encore plus rapide pour l'éducation de base dans les pays en développement partenaires.

• L'aide à l'éducation apportée aux PFC partenaires a baissé de plus de 16 % au cours de la même période, menaçant ainsi directement les récents progrès observés dans ces pays.

• Le degré de priorité accordé à l'éducation de base diminue. La part du budget de l'éducation consacrée à l'enseignement primaire est ainsi tombée de 45,7 % en 2008 à 43 % en 2012. Dans les PFC partenaires, elle a chuté de 53,8 à 46,2 % au cours de la même période, malgré un faible taux moyen d'achèvement de l'enseignement primaire (68 % en 2012).

Enfin, le manque de données reste un défi pour le secteur éducatif…

• Le manque de données régulières et de qualité sur les acquis scolaires et d'indicateurs financiers nationaux clés est particulièrement problématique.

• Sur les principaux indicateurs publiés par l'Institut de statistique de l'UNESCO, la proportion de données manquantes a augmenté entre 2008 et 2011, qu'il s'agisse des résultats, de la prestation de services ou des financements nationaux.

… mais le Partenariat mondial pour l'éducation accentue ses efforts et son soutien en matière de données.

• Le Partenariat mondial a élaboré une stratégie spécifique à l'égard des données afin de relever ces défis.

• Le nouveau modèle de financement du GPE renforce le soutien à la collecte et l'utilisation des données.

• Le Partenariat mondial a travaillé en étroite collaboration avec le Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage et est très impliqué dans l'élaboration d'une proposition de plate-forme internationale visant à renforcer les capacités aux niveaux national et régional, à accroître la disponibilité des données sur l'apprentissage et, ainsi, à améliorer la qualité de l'apprentissage pour tous les élèves.

Le *Rapport sur les résultats de l'éducation* analyse les données et les résultats de l'éducation dans les pays en développement membres du Partenariat mondial pour l'éducation (Partenariat mondial ou GPE). L'objectif de ce rapport est de contribuer au dialogue sur l'élaboration et le suivi de politiques éducatives efficaces dans le cadre du Partenariat mondial. Il attire l'attention des partenaires sur les problèmes qui subsistent dans l'éducation, fait le point sur les progrès réalisés et suggère des pistes pour améliorer les résultats déjà obtenus. Ces derniers résultent des efforts des pays et de leurs partenaires, le rapport ne cherche pas à évaluer la contribution spécifique du Partenariat mondial en la matière.

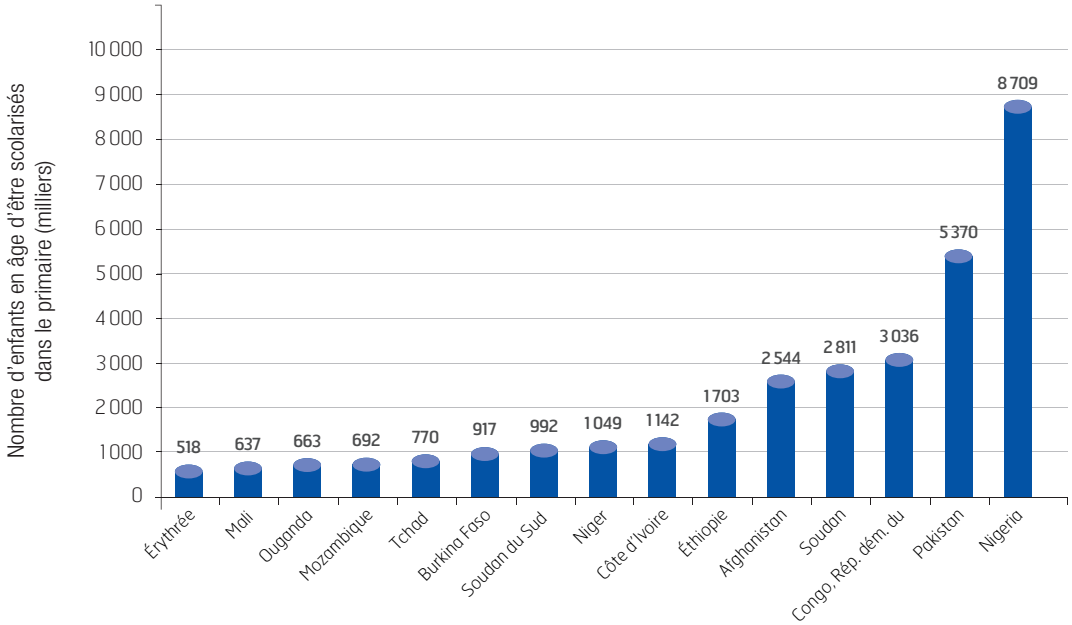
Ce rapport comprend quatre chapitres, décrits dans les sections suivantes :

Chapitre 1: La scolarisation primaire universelle : Un agenda inachevé

La communauté éducative internationale a porté une attention considérable à l'objectif d'enseignement primaire universel, mais l'atteinte de la scolarisation primaire universelle n'est toujours pas une réalité dans les pays les plus pauvres.

En 2012, dans les pays en développement partenaires, 25 % des enfants n'achèvent pas le cycle primaire et 41 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ne vont pas à l'école, ce qui représente 71 % du nombre total d'enfants non scolarisés dans le monde. Sur ces 41 millions, 82 %, soit 33,5 millions, vivent dans des PFC. Au total, 15 pays en développement partenaires regroupent à eux seuls 30,2 millions d'enfants non scolarisés (figure 1).

Figure 1 **Pays en développement partenaires du GPE ayant le plus d'enfants non scolarisés, 2012**



Source : Compilation du GPE à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO et d'enquêtes auprès des ménages.

Résumé

Malgré la distance restant à parcourir, les pays en développement partenaires ont réalisé, en moyenne, d'importants progrès sur le plan de l'accès à l'enseignement primaire et de l'achèvement de ce cycle d'études. Le taux d'achèvement de l'enseignement primaire (TAP) est passé de 68 % en 2008 à 73 % en 2012 . Cette augmentation a essentiellement été observée dans les PFC, où le TAP est passé de 61 à 68 %. Le TAP moyen dans les autres pays partenaires n'a que peu changé (de 82 à 83 %), ce qui suscite des interrogations quant à leur capacité à inclure les groupes marginalisés dans le système scolaire.

Le nombre de pays capables de scolariser tous leurs enfants augmente, comme l'atteste le chiffre largement majoritaire des pays ayant atteint des taux bruts de scolarisation élevés, mais l'achèvement de l'enseignement primaire n'est pas universel : seule une minorité d'entre eux a enregistré des TAP supérieurs à 90 %. Plusieurs pays en développement partenaires affichent même une baisse sensible des taux de survie (proportion d'élèves atteignant la dernière année du primaire), ce qui signifie qu'ils n'atteindront la scolarisation primaire universelle que si les tendances actuelles sont inversées. L'augmentation du nombre d'abandons a ainsi entraîné une baisse de plus de 10 % du taux de survie au Burundi, au Malawi, au Mali, au Mozambique et en Ouganda. En revanche, d'autres pays en développement partenaires ont réussi à augmenter leurs taux de survie tout en améliorant ou en maintenant leurs taux d'admission comme le Cambodge, le Cameroun et la Côte d'Ivoire. Ceci porte à croire qu'avec un engagement et un soutien appropriés, les pays ayant des taux d'accès élevés ou croissants, mais des taux de rétention faibles, pourraient voir diminuer le nombre d'enfants abandonnant l'école.

Ces progrès pourraient toutefois être contrecarrés par le déclin de l'aide à l'enseignement primaire, en particulier dans les PFC partenaires. **Les tendances actuelles indiquent également que, bien que la majorité des enfants aient aujourd'hui accès à l'école, une plus grande attention devrait être accordée à la poursuite de leur scolarisation.** Davantage d'efforts et des politiques ciblées sont également nécessaires pour atteindre les enfants non scolarisés qui appartiennent généralement aux groupes vulnérables et marginalisés. Ces résultats montrent que la scolarisation primaire universelle, et en particulier l'éducation des groupes marginalisés, devrait figurer à l'ordre du jour de l'agenda post-2015.

Chapitre 2: Progrès de l'éducation dans les pays en développement partenaires du GPE

Ce chapitre élargit l'analyse au-delà de l'éducation primaire, abordant l'enseignement pré-primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire dans les pays en développement partenaires.

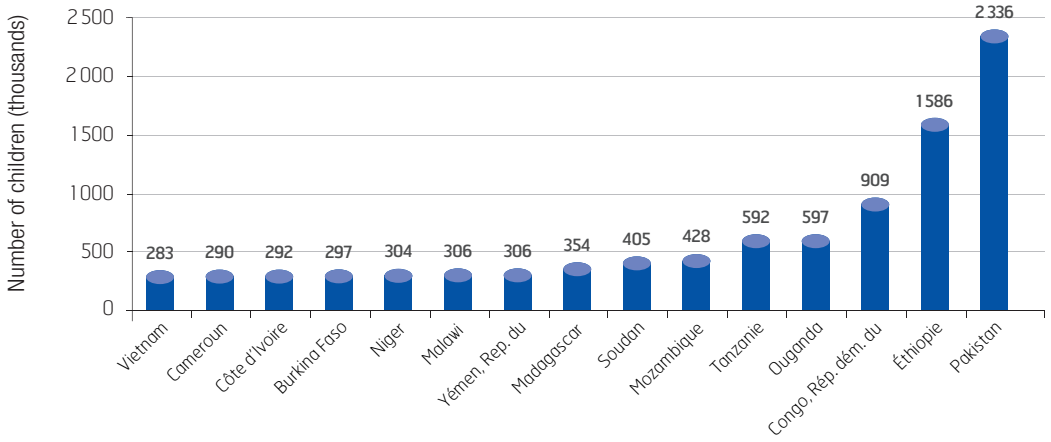
Les progrès de l'enseignement pré-primaire ont été stimulés par la hausse des inscriptions dans les écoles maternelles publiques. Mais **le taux de scolarisation dans l'enseignement pré-primaire reste faible dans la majorité des pays en développement partenaires.** En 2012, un enfant sur quatre avait accès à l'enseignement pré-primaire (un sur cinq dans les PFC), avec de fortes disparités entre pays. La majorité des pays où les taux de scolarisation dans le cycle pré-primaire sont élevés ou en forte augmentation ont également des taux d'achèvement de l'enseignement primaire supérieurs à 90 % ; les pays en développement partenaires où les taux d'achèvement sont faibles ont en revanche accordé la priorité à l'augmentation de la scolarisation primaire.

Parallèlement, l'achèvement de l'enseignement primaire par un nombre croissant d'enfants a renforcé l'attention portée au premier cycle de l'enseignement secondaire. En 2012, huit enfants

1 Calculé pour les 59 pays en développement partenaires du GPE utilisant la base de données de l'ONU sur la population, révisée en 2012.

sur dix achevant le cycle primaire ont poursuivi leurs études dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. Il s'ensuit que les inscriptions ont en moyenne augmenté de 16 % (contre 9 % dans l'enseignement primaire) au cours de la période 2008-2012, soit nettement plus que les 5 % de croissance enregistrés au niveau de la population d'âge scolaire. L'augmentation des inscriptions a atteint 27 % dans les PFC, qui ont enregistré les progrès les plus importants dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. Des efforts supplémentaires sont toutefois nécessaires pour réduire les abandons, car les taux d'achèvement restent faibles (42 % en moyenne en 2012 et 31 % dans les PFC), ce qui signifie que plus de la moitié des enfants n'achèvent pas le premier cycle de l'enseignement secondaire (figure 2).

Figure 2 **Pays en développement partenaires du GPE comptant le plus grand nombre d'enfants n'achevant pas le premier cycle de l'enseignement secondaire, 2012**



Source : Compilation du Partenariat mondial sur la base des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://www.uis.unesco.org.

L'efficience de l'enseignement primaire est également souvent faible dans les pays en développement partenaires en raison des redoublements et des abandons. Dans 13 des pays en développement partenaires, 6 ans d'enseignement sont nécessaires pour qu'un enfant entre en cinquième année, alors que 4 années devraient suffire. Dans certains pays, l'augmentation des taux d'admission s'est accompagnée d'une baisse de la rétention, soulignant ainsi l'importance de cette dernière pour veiller à ce que les enfants qui entrent à l'école y restent et achèvent le cycle des études primaire.

La parité entre les garçons et les filles s'est améliorée ces dernières années, tant en termes d'accès que d'achèvement, mais ces améliorations sont lentes. En 2012, dans les pays en développement partenaires, 89 filles (85 dans les PFC et 96 dans les autres pays) pour 100 garçons achèvent le cycle primaire, ce qui montre que des progrès restent à accomplir. Les données des enquêtes auprès des ménages nous rappellent que l'équité est un problème complexe et multidimensionnel. Parmi les enfants de 5 à 15 ans vivant dans des pays en développement partenaires pour lesquels des données récentes issues d'enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS) sont disponibles, la probabilité de ne jamais avoir été scolarisé était 1,2 fois plus élevée pour les filles que pour les garçons, 2,1 fois plus élevée pour les enfants ruraux que pour les enfants urbains et 3,4 fois plus élevée pour les enfants des familles pauvres que pour les enfants des familles riches. Les inégalités semblent s'additionner de sorte que certaines catégories

2 Pour plus d'informations sur le Comité de réflexion sur la métrique des apprentissages, voir : http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/learning-metrics-task-force.aspx.

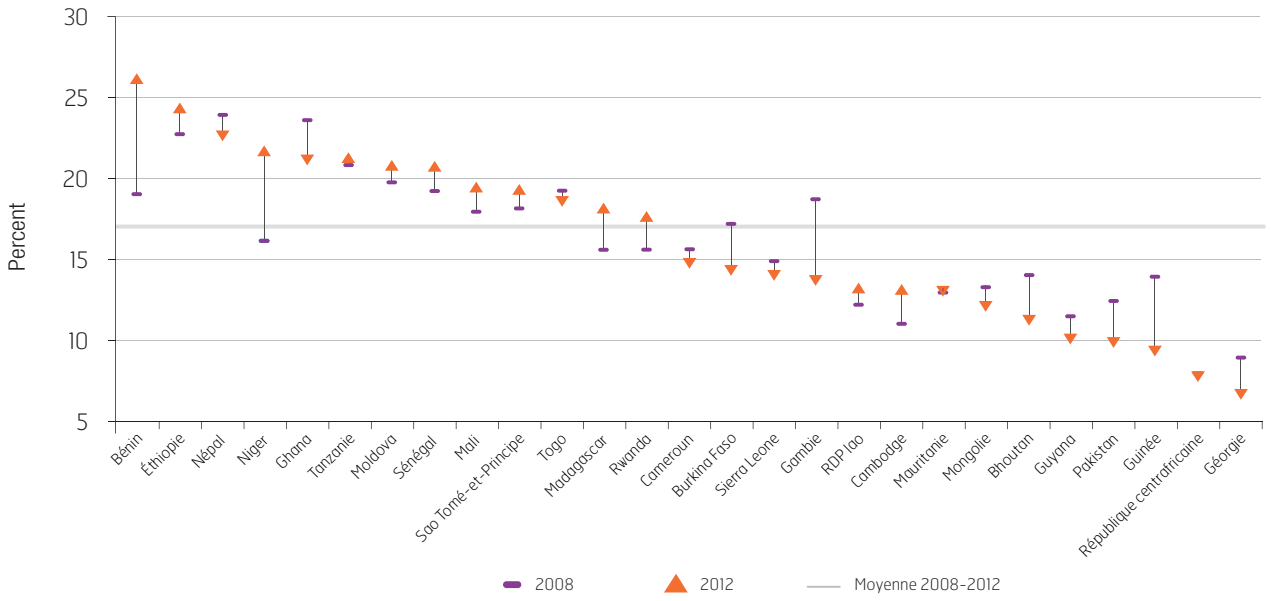
de population n'ont presque aucune chance d'achever le cycle primaire. Dans les zones rurales de l'Afghanistan, du Burkina Faso et du Mozambique, les filles pauvres ont moins d'une chance sur dix d'achever le cycle primaire. Il est donc impératif d'aider les pays à concevoir et mettre en œuvre des politiques visant tous les enfants, notamment les plus marginalisés et les plus vulnérables.

L'analyse des progrès de l'éducation, qui forme un préalable à l'élaboration de politiques appropriées, doit reposer sur des données récentes et de bonne qualité. Malheureusement, les données sont souvent manquantes dans les pays en développement partenaires. Il s'ensuit que plus de 40 % des données sur l'éducation de base ne figurent pas dans les publications de l'ISU les concernant. Le besoin urgent d'améliorer le corpus de données dans le cadre de l'élaboration des politiques éducatives est illustré par le fait que près de la moitié des plans sectoriels des pays en développement partenaires ne reposent pas sur une analyse approfondie du secteur de l'éducation et que près d'un quart d'entre eux ne sont pas dotés d'un cadre de résultats détaillé. Malgré des progrès réels, l'absence de données systématiques sur les résultats d'apprentissage est particulièrement inquiétante dans les pays en développement confrontés à une crise de l'apprentissage. Pour améliorer la situation, le Partenariat mondial a travaillé en collaboration étroite avec le Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage, qui a recommandé que l'évaluation soit considérée comme un bien public . L'attention s'est concentrée sur le besoin de renforcer les systèmes nationaux d'évaluation des acquis afin d'améliorer les politiques éducatives et, à terme, l'apprentissage.
Une proposition intéressante de Plateforme internationale sur l'évaluation de l'apprentissage, qui pourrait fournir une aide financière et technique à des évaluations régionales et nationales de l'apprentissage, est à l'étude. La communauté éducative doit intensifier ses efforts pour combler les lacunes existant en matière de données.

Chapitre 3: Financement national et extérieur de l'éducation

Les dépenses publiques sont la plus importante source de financement de l'éducation. Et il est satisfaisant de constater que la part des dépenses publiques d'éducation dans les dépenses publiques totales est passée de 16,7 % en 2008 à 17,3 % en 2012. En outre, le niveau d'investissement dans l'éducation a sensiblement augmenté à la suite de l'adhésion des pays au Partenariat mondial. Les progrès doivent toutefois se poursuivre. Seuls huit pays en développement partenaires consacrent plus de 20 % de leurs dépenses publiques à l'éducation, et certains pays, dont le Burkina Faso et la Gambie, ont fortement réduit leur soutien à l'éducation (figure 3). De plus, la plupart des pays allouant moins que la moyenne de 17,3 % ont réduit leurs dépenses publiques d'éducation. La situation est particulièrement préoccupante en Géorgie, en Guinée, en Guyane, au Pakistan et en République centrafricaine, où l'éducation ne représente que 10 % ou moins des dépenses publiques. Dans ce contexte, la suite donnée aux promesses de contributions formulées par les pays en développement partenaires lors de la conférence de reconstitution des ressources, en juin 2014, sera particulièrement importante car elle pourrait annoncer de nouvelles améliorations. En effet, 27 pays en développement partenaires ont promis d'augmenter de 14 % en moyenne la part de leur budget national allouée à l'éducation entre 2014 et 2018, soit une hausse de 26 milliards de dollars sur quatre ans.

Figure 3 **Part des dépenses publiques d'éducation dans les dépenses publiques totales, pays en développement partenaires du GPE, 2008 et 2012 ou année la plus récente**



Source : Compilation du GPE à partir de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, http://stats.uis.unesco.org/unesco/ReportFolders/ReportFolders.aspx. Les informations pour 2012 sont les points de données les plus récents disponibles pour la période 2010-2012.

Le déclin de l'enseignement primaire au sein des priorités budgétaires des pays est préoccupant, notamment dans les pays où l'objectif de scolarisation primaire universelle est encore loin d'être atteint. En moyenne, dans les 35 pays en développement partenaires pour lesquels des données sont disponibles, la part du budget de l'éducation consacrée à l'enseignement primaire est tombée de 45,7 % en 2008 à 43 % en 2012. Dans les PFC partenaires, ce déclin a été encore plus marqué, passant de 53,8 % en 2008 à 46,2 % en 2012, en dépit du fait que le taux moyen d'achèvement de l'enseignement primaire y reste faible (seulement 68 % en 2012).

Notre analyse des systèmes éducatifs montre que de nombreux pays en développement partenaires pourraient atteindre un TAP sensiblement supérieur tout en investissant la même part de leur PIB dans l'éducation s'ils utilisaient plus efficacement leurs ressources. Dans de nombreux pays, un investissement approprié dans l'éducation, accompagné d'améliorations de l'efficience, pourrait entraîner une nette amélioration des résultats.

Cependant, les bailleurs de fonds accordent manifestement un degré de priorité moindre à l'éducation. **Alors que l'aide totale au développement a diminué de 1,3 % entre 2010 et 2012, le montant consacré à l'éducation a chuté de près de 10 %.** La diminution de l'aide à l'éducation représente 65 % de la baisse totale de l'aide. En outre, l'aide à l'éducation de base baisse plus rapidement que l'aide aux autres secteurs de l'éducation, en raison de la préférence des bailleurs de fonds pour d'autres sous-secteurs. Le financement de l'éducation diminue même plus rapidement dans les pays en développement partenaires, en particulier dans les PFC, qui comptent parmi les pays les plus pauvres de la planète. Il est ainsi très préoccupant de constater qu'entre 2010 et 2012 les financements de l'aide à l'éducation ont reculé de plus de 16 % dans les PFC partenaires.

Entre 2010 et 2012, les bailleurs ayant le plus fortement réduit leur aide, en valeur absolue, sont la France (319 millions de dollars) et les Pays-Bas (285 millions de dollars).

En revanche, l'aide aux autres secteurs essentiels a augmenté au cours de la même période, de 6,7 % dans le cas de la santé. Au demeurant, l'éducation reçoit toujours moins de 2 % de l'aide humanitaire.

Tableau 1 : **Aide à l'éducation, 2010-2012**

Décaissements bilatéraux, en millions de dollars constants (2012)

	2010	2012	Évolution moyenne 2010-2012 (%)	
Australie	325	566	▲	32
Suisse	60	84	▲	18
Rép. de Corée	158	210	▲	15
Danemark	161	200	▲	12
Autriche	132	154	▲	9
Royaume-Uni	940	1 071	▲	8
États-Unis	922	956	▲	4
Belgique	223	202	▼	-5
Norvège	342	300	▼	-6
France	1 187	1 547	▼	-9
Japon	1 170	909	▼	-12
Suède	157	113	▼	-12
Canada	522	322	▼	-20
Pays-Bas	558	273	▼	-30
Espagne	358	109	▼	-43

Source : Compilation du GPE à partir des données du Data Lab de l'OCDE (base de données), Comité d'aide au développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, http://www.oecd.org/statistiques/.

L'aide financière allouée au secteur éducatif par le Partenariat mondial a sensiblement augmenté ces dernières années. En 2012, le Partenariat mondial a financé 354 millions de dollars pour l'éducation de base et est ainsi devenu le premier bailleur de fonds de ce sous-secteur dans les pays en développement partenaires. Dans les PFC, la hausse des décaissements du GPE visant l'éducation de base partenaires a atteint 42 %, ce qui n'a cependant pas été suffisant pour compenser la forte baisse des autres formes d'aide.

Une hausse des financements national et extérieur est impérative, en particulier dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles, pour assurer une éducation de base universelle et améliorer la qualité de l'éducation.

Chapitre 4 : Présentation du soutien du Partenariat mondial aux pays en développement partenaires

La vocation du Partenariat mondial ne se limite pas au financement. Il fournit un cadre de travail commun à tous les partenaires actifs à l'échelon national – y compris les pouvoirs publics des pays en développement, les partenaires bailleurs de fonds, les organisations internationales, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé – permettant de veiller à ce que : i) les politiques d'éducation soient rationnelles, crédibles et scrupuleusement suivies ; et ii) l'aide au développement soit mieux coordonnée et plus efficace et finance des activités axées sur les résultats.

Outre l'assistance et l'appui techniques directs fournis par le Secrétariat du GPE en vue d'encourager un dialogue inclusif sur la politique éducative, le Partenariat mondial contribue à l'amélioration du secteur éducatif dans le cadre de diverses initiatives de recherche et d'élaboration de politiques, par le biais de son programme d'activités mondiales et régionales et de ses activités thématiques. Les décaissements du programme d'activités mondiales et régionales ont été réalisés au cours de l'année dernière et le travail sous-jacent en est au stade préliminaire. C'est pourquoi le Partenariat mondial n'a pas encore à ce jour élaboré une approche finalisée permettant de tirer parti des outils, directives, travaux de recherche et solutions de politique élaborés à l'aide de ces initiatives dans son approche au niveau national. À l'avenir, le programme d'activités mondiales et régionales représente pour le Partenariat mondial une opportunité importante d'élaboration de nouvelles solutions et de participation accrue dans l'éducation de base.

L'appui technique direct apporté par le GPE à tous les stades du processus de politique éducative a augmenté de 60 % depuis 2011. Ce soutien s'est de plus en plus concentré sur l'ensemble du cycle de politique nationale, plutôt que sur les processus de financement du GPE. Le soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans sectoriels de l'éducation crédibles a représenté 21 % des missions assurées dans les pays en 2012, 42 % en 2013 et 62 % au premier semestre 2014. La demande de ce type d'appui semble élevée et augmente depuis l'adoption du nouveau modèle de financement.

La Banque mondiale et l'UNICEF supervisent respectivement 77 et 15 % de l'ensemble des financements approuvés. Les autres organismes partenaires, dont l'AFD (France), la Belgique, l'Agence britannique de développement international (DFID), les Pays-Bas, l'Agence suédoise pour le développement international (ASDI) et l'UNESCO, ne supervisent collectivement que 7 % de tous les financements pour le programme de mise en œuvre.

Davantage de temps est consacré à la préparation des financements et le délai entre l'approbation d'un financement et la réception par le pays de sa première tranche diminue, même s'il reste encore trop long. Les efforts devraient donc se poursuivre pour veiller à ce que tous les financements approuvés par le GPE soient traités et mis en œuvre plus rapidement.

Le *Rapport sur les résultats de l'éducation* examine les modalités retenues dans la gestion du portefeuille de financements du GPE afin de mesurer s'ils encouragent l'harmonisation et utilisent les systèmes nationaux. La part des financements du GPE alloués par la voie des projets a augmenté au cours de l'année écoulée, pour atteindre à présent 82 %. Les analyses complémentaires indiquent une utilisation limitée des systèmes nationaux dans le cadre des financements du GPE. Cependant, la mise en œuvre du nouveau modèle de financement et le deuxième processus de planification stratégique permettent au Partenariat mondial de réexaminer et améliorer l'attention portée au choix des modalités et à l'utilisation des systèmes nationaux dans ses activités.

Conclusion : L'équité au cœur des enjeux de l'éducation de base

Malgré les importants progrès accomplis au cours des cinq dernières années, le rapport montre que les pays en développement partenaires sont confrontés à des problèmes d'équité complexes dans l'éducation de base. Ces problèmes sont généralement liés à divers facteurs, notamment la pauvreté, la parité entre les sexes, les conflits, la situation géographique et le handicap.

Dans les pays en développement partenaires non classés comme fragiles ou touchés par un conflit, l'absence de progrès du taux d'achèvement de l'enseignement primaire signifie que ces pays peinent à scolariser les 10 à 15 % d'enfants qui ne vont pas à l'école. Ainsi, de nombreux pays en développement partenaires gagneraient à mettre en place des politiques d'équité plus efficaces. Car

l'amélioration du sort des populations marginalisées passe par l'élaboration de politiques plus ciblées, dont l'élaboration dépend en partie de l'existence de données pertinentes. Le Partenariat mondial, par ses actions axées sur les processus politiques, les données et les groupes marginalisés, devrait avoir un rôle croissant dans l'amélioration des politiques d'équité.

Les importants progrès des partenaires des PFC au cours des cinq dernières années dans l'enseignement primaire et secondaire sont encourageants. Ces progrès sont sont toutefois menacés par trois facteurs. Premièrement, il reste encore beaucoup à faire pour intégrer la scolarisation primaire universelle, et les obstacles pour atteindre les groupes marginalisés sont considérables, notamment dans les régions isolées ou touchées par un conflit. Deuxièmement, ces pays ont été confrontés à une baisse sensible de l'aide entre 2010 et 2012 alors que nombre d'entre eux dépendent fortement de l'aide internationale. Enfin, pour faire face à la forte augmentation des inscriptions récemment observée dans le secondaire, ces pays se sont hâtés de réorienter leurs crédits budgétaires de l'enseignement primaire vers l'enseignement secondaire, ce qui pourrait compromettre les progrès des inscriptions dans l'éducation de base réalisés par un bon nombre d'entre eux.

Le Partenariat mondial a sensiblement augmenté son soutien aux PFC ces deux dernières années et continuera à pouvoir maintenir un niveau d'appui assuré grâce aux contributions mobilisées lors du récent cycle de reconstitution de ses ressources. La communauté internationale devra toutefois intensifier ses efforts pour mobiliser des ressources en faveur des PFC, et le Partenariat mondial pourrait assumer un rôle de chef de file dans ce domaine.

L'aide humanitaire, qui compose 23 % de l'APD totale, mais consacre moins de 2 % à l'éducation, représente également une dimension importante du soutien à l'éducation dans les PFC. Le Partenariat mondial doit aborder la question du soutien à l'éducation dans les situations d'urgence, car c'est un facteur essentiel pour assister les exclus dans de nombreux PFC.

L'enseignement primaire occupe aujourd'hui un rang de priorité moindre, même dans les pays où la scolarisation primaire universelle est encore un objectif éloigné. Ceci correspond à un problème clé de répartition des ressources entre les sous-secteurs de l'éducation dans un contexte de croissance rapide des inscriptions. Comme le coût unitaire du premier cycle de l'enseignement secondaire est souvent en moyenne deux fois plus élevé que celui de l'enseignement primaire, de nombreux pays ont commencé à réorienter leurs ressources du primaire vers le secondaire. Ces choix menacent les progrès enregistrés dans le primaire comme dans le secondaire.

Le rapport de l'année dernière indiquait que la crise de l'apprentissage continue de compromettre les acquis scolaires dans la plupart des pays en développement partenaires. Le Partenariat mondial a travaillé en étroite collaboration avec le Comité de réflexion sur la métrique de l'apprentissage pour promouvoir l'élaboration de systèmes plus fiables d'évaluation des acquis scolaires. Une proposition intéressante de Plateforme internationale dédiée à l'évaluation des résultats de l'apprentissage est d'ailleurs en cours de développement.

Enfin, le recours extensif aux projets pour l'utilisation des financements du GPE reflète la situation actuelle de l'aide dans le secteur de l'éducation. Le besoin d'harmonisation renforcée entre les bailleurs de fonds et d'alignement plus étroit sur les systèmes nationaux doit être pris en compte dès que possible et à un niveau stratégique dans le dialogue du GPE avec les pays et les partenaires.